DECRET N° 89-77 DU 3 MARS 1989

portant création de la Commission ad hoc chargé de connaître des faits reprochés au Camarade Sylvain CODOCO ex-Caissier de la recette-perception de DJOUGOU.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT, PRESIDENT DU
CONSEIL EXECUTIF NATIONAL,

- VU l'Ordonnance N°77-32 du 9 Septembre 1977 portant promulgation de la Loi Fondamentale de la République Populaire du Bénin et les Lois Constitutionnelles qui l'ont modifiée ;
- VU le décret N°88-315 du 29 Juillet 1988 portant composition du Conseil Exécutif National et de son Comité Permanent ;
- VU l'Ordonnance N°80-6 du 11 Février 1980 édictant les dispositions en vue de la répression disciplinaire des détournements et certaines infractions commis par les Agents de l'Etat et les Employés des Collectivités Locales ;
- SUR décisions du Comité Permanent du Conseil Exécutif National en sa séance du Mercredi 11 Janvier 1989 ;

SECRET

Article 1er. - En application de l'Ordonnance N°80-6 du 11 Février 1980 susvisée il est créé une commission ad hoc de répression disciplinaire chargée de connaître des faits reprochés au Camarade Sylvain CODOCO ex-Caissier de la recette-perception de Djougou impliqué dans une affaire de détournement de deniers publics commis au préjudice de ladite recette-perception

Article 2. - La composition de la commission est la suivante :

Président : Camarade Florence DAUGBE épouse VILON-GUEZO, du Ministère de la Justice et de l'Inspection des Entreprises Publiques et Semi-Publiques.

- Membres : Camarades :
- Octave ROKO, de l'Inspection Générale d'Etat, Section Financière ;
 - Sabbas QUENUM, de l'Inspection Générale d'Etat, Section Administrative ;
 - Rémy NOUAI, du Ministère du Travail et des Affaires Sociales ;
 - Léon Julien ZOHOUN, du Ministère des Finances et de l'Economie ;
 - Lieutenant stagiaire Marc HOUDJI et
 - Sergent-Chef Faustine AGOSSE, des Forces Armées Populaires du Bénin ;

- Benoît SARE, ^{du} Comité d'Etat d'Administration de la Province de l'Atacora.

Article 3. - La Commission qui déposera son rapport dans les trente (30) jours qui suivront sa saisine indiquera la date d'effet des mesures qu'elle aura préconisées.

Article 4. - Le présent décret sera publié et communiqué partout où besoin sera. -

Fait à COTONOU, le 3 MARS 1989

par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Président du
Conseil Exécutif National,

Mathieu KEREKOU. -

Amplifications : PR 6 SGCEN 4 Président et Membres IO.